

**4 Économie**

**Lutte contre la vie chère**

**La nouvelle mercuriale enfin affichée !**

F.A.  
Libreville / Gabon

Après plusieurs retards à l'allumage, la nouvelle grille des prix est officiellement entrée en vigueur dans toutes les surfaces commerciales de Libreville et ses environs. Elle concerne 167 produits, et les prix affichés ne devraient pas connaître de changement pendant une durée de 6 mois. Le ministre de l'Economie a, d'emblée, mis en garde les commerçants récalcitrants contre la non-application de cette directive, fruit d'un consensus entre le gouvernement et les gros importateurs et distributeurs. Un numéro vert (8085) a été mis en service pour dénoncer les abus.

**CENSÉE** entrer en vigueur le 15 août dernier, la nouvelle mercuriale des prix est enfin effective depuis le 18 septembre dernier à Libreville. Ceci après la signature du protocole d'accord entre l'Etat, les opérateurs et les associations des consommateurs. « C'est un temps qui a été pris pour nous assurer que la mercuriale sera appli-



Après la signature entre les trois parties...

quée, puisqu'en 2013, il y a eu une mercuriale et on a reproché qu'il n'y ait pas eu d'effectivité sur le terrain. Ce que nous avons voulu faire, c'est que nous signons le protocole, les opérateurs économiques et l'administration sont d'accord. A partir de là, il faut éviter que des gens la contestent après sa mise en œuvre. Juste le temps de nous assurer que les choses seront effectives sur le terrain », a expliqué le ministre délégué à l'Economie, Edwige Betha Esoukou.

Après la signature tripartite, un affichage symbolique de la nouvelle grille des prix a été effectué au supermarché Mbolo. Cet

exercice s'étendra, dans les prochains jours, à la capitale toute entière.

« Je voudrais déjà préciser qu'à l'issue de la période de 15 jours consacrée à l'affichage des prix, il est prévu que soit immédiatement lancée la phase répressive. Et j'en profite pour dire aux opérateurs qu'il y aura une phase répressive en cas de non-application de cette mercuriale des prix », a averti la ministre déléguée. Pour veiller à l'application de cette nouvelle grille de prix qui concerne 167 produits de première nécessité, une brigade composée de 200 agents a été mise en place. Aussi, le consommateur aura-t-il le pouvoir de



...la nouvelle mercuriale leur a été remise.

dénoncer les opérateurs économiques récalcitrants qui ne s'aligneront pas sur cette nouvelle grille de prix, en appelant gratuitement le numéro vert 8085. Le Syndicat des importateurs et exportateurs (Simpex) s'est engagé à respecter cette mercuriale, qui a une validité de six mois. « Un mauvais accord aurait pu déboucher sur une pénurie de produits, à savoir que si les opérateurs économiques ne se sentaient pas concernés, soit ils n'importaient plus ces produits, soit ils ne respectaient pas les accords. Avec un accord multipartite et avec l'accord de tous, on arrive à une mercuriale qui sera res-

pectée par tous. Ce qui veut dire qu'on trouvera tous ces produits aux prix définis et aux barèmes définis par l'accord tripartite », a déclaré le président du Simpex, Dominique Grimaldi. Pour l'Organisation gabonaise des consommateurs (OGC), il serait judicieux que le consommateur ressentie réellement cette différence de prix. « Nous, en tant que consommateurs, voulons ressentir une différence des prix lors de nos achats. C'est ce que nous exigeons aux commerçants. Il faut que la population ressentie l'impact de ces prix dans le panier de la ménagère », a souhaité Ibrahim Tsendjiet Mboulou.

**Appui budgétaire de la Bad au Plan de relance économique du Gabon**

**La deuxième tranche en discussion**

F.A.  
Libreville/Gabon

Après un premier décaissement de 131 milliards de francs effectué en mars 2017, l'institution bancaire panafricaine va entamer, dès la semaine prochaine, les discussions liées à la 2e phase. En concertation avec le FMI et la Banque mondiale, l'appui financier global de la Bad au profit du Gabon est évalué à 850 milliards de francs sur la période 2017-2019.

En mission pour l'évaluation de la performance des programmes régionaux financés par la Banque africaine de développement (Bad), le directeur général pour l'Afrique centrale, Ousmane Dore, a eu une importante séance de travail lundi dernier avec le ministre en

charge de l'Economie, Régis Immongault Tatanani.

A l'ordre du jour, le programme de prêts de la banque au Gabon pour l'année 2017, portant sur un appui aux actuelles réformes du gouvernement afin d'assurer la diversification de l'économie.

« Nous avons discuté de la deuxième phase de l'appui budgétaire et des projets qui ont été approuvés mais qui doivent être ratifiés. Nous avons fait le point pour s'assurer que le porte feuille demeure sain ici au Gabon. Nos équipes d'évaluation seront là la semaine prochaine pour discuter avec la partie gabonaise sur cette deuxième tranche qui viendra assurer le bouclage financier en coordination avec le Fond monétaire et les collègues de la Banque mondiale. Donc en termes d'engagement sur la période stratégique courte,



Le directeur général de la Banque africaine de développement pour la région Afrique centrale, Ousmane Dore.

nous nous sommes engagés sur près d'un milliard d'unité de compte, ce qui représente 1,5 milliard de dollars (NDLR : environ 850 milliards de francs) dont cette opération d'appui budgétaire constitue les premiers éléments. », a déclaré Ousmane Dore.

La première phase d'appui budgétaire a été décaissée

en mars dernier sur un montant de 131 milliards de francs (200 millions d'euros).

Autre point en discussion, le programme de renforcement de l'employabilité des jeunes. Selon le directeur régional, celui-ci a déjà été approuvé. « Il fait partie de ce vaste programme indicatif que nous avons à moyen

terme », a-t-il indiqué.

Concernant le domaine agricole, les discussions ont porté sur l'avancement du programme Graine. Afin de mettre l'agriculture au centre du développement du Gabon, la BAD s'est engagée à hauteur de 170 millions d'unité de compte. « Ce projet est en cours. Le ministre nous a assuré que la partie gabonaise fait de son mieux pour que ce projet soit discuté lors de notre conseil d'administration avant décembre. Donc la coopération est au beau fixe et s'inscrit dans le dialogue que nous avons hissé au plus haut niveau. Pour vous dire que la Banque africaine reste le partenaire stratégique pour le Gabon au moment où le pays s'engage vers la voie de l'émergence. La Banque africaine apportera tout le soutien nécessaire en plus des finances pour aider le pays à atteindre son objectif », a-t-il conclu.

**Brèves**

**Cameroun/ Entre diminution de liquidité et hausse des prêts improductifs**

Bien qu'il affiche une certaine résilience dans une zone Cemac secouée par la crise des prix des matières premières, laquelle crise impacte considérablement les finances publiques et les activités économiques, le secteur bancaire camerounais, qui demeure le plus robuste de cet espace communautaire de six Etats, ne montre pas moins des signes de vulnérabilité depuis quelque temps. La confirmation de ces difficultés déjà évoquées par certaines sources gouvernementales, vient d'être faite par le directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), le Japonais Mitsuhiro Furusawa, qui a récemment séjourné au Cameroun dans le cadre d'une évaluation du programme triennal conclu entre le gouvernement de ce pays et cette institution de Bretton Woods.

**Caoutchouc/Pas de réduction des exportations cette année**

Réunis le 15 septembre dernier à Bangkok, les ministres du Conseil international tripartite du caoutchouc (ITRC) formé par l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie ont écarté l'hypothèse de réduction des exportations de cette matière première cette année en dépit de la baisse des prix, rapporte Reuters. Soulignant que le Cartel suivait de près l'évolution des prix du caoutchouc, Chatchai Sarikulva, ministre thaïlandais de l'agriculture précise qu'une intervention en dernier ressort restait une option.

**RD Congo/ Gécamines engage des audits avec les compagnies étrangères**

La compagnie congolaise Gécamines a annoncé lundi avoir engagé une série d'audits, avec l'appui d'un cabinet de réputation mondiale, pour comprendre les résultats négatifs enregistrés ces dernières années dans le cadre de la plupart de ses partenariats avec les entreprises extérieures. Les premières conclusions soulèvent des problèmes de gestion, de minoration de revenus. En effet, explique-t-elle dans un communiqué de presse transmis à l'Agence Ecofin, les objectifs et prévisions annoncés dans le cadre de la stratégie initiée par l'Etat congolais au début de la décennie 2000, n'ont pas été atteints.

Rassemblées par F.A.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 20/09/2017			FIXING		VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS		
	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du		
	XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957				
	USD	1,1972	1USD =	547,909	1 USD	564,347	CAC 40	20/09/2017	5 234,67	
	CAD	1,4714	1CAD =	445,805	1 CAD	459,179	DOW JONES	20/09/2017	22 355,17	
	JPY	133,4400	1JPY =	4,916	100 JPY	5,063				
	GBP	0,8862	1GBP =	740,174	1 GBP	762,379				
	CHF	1,1535	1CHF =	568,667	100 CHF	585,73				
	ZAR	15,9446	1ZAR =	41,140	100 ZAR	42,37				
	MAD	11,1900	1MAD =	58,620	1 MAD	61,89				
	CNY	7,8832	1CNY =	83,209	1CNY	85,71				
	KES	123,3200	1KES =	5,319	1KES	5,48				

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
20 Septembre 2017: **55,34**

**Union Gabonaise de Banque**  
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>